

HÉRITAGE EMPOISONNÉ

Le niveau réel de la radioactivité à laquelle la population polynésienne a été exposée lors des essais nucléaires français entre 1966 et 1996 a été sous-évalué, selon une enquête du média d'investigation en ligne Disclose.

2039

C'est, au rythme actuellement prévu, l'année à partir de laquelle toutes les normes post-Fukushima auront été mises en place en France, selon un rapport de l'institut négaWatt pour Greenpeace France.

DIX ANS APRÈS FUKUSHIMA, DES TRACES INDÉLÉBILES 3/5

« La sûreté, c'est l'alpha et l'oméga d'un ingénieur nucléaire »

Cette semaine, l'Humanité revient sur les conséquences du séisme, du tsunami et de l'accident nucléaire de 2011 au Japon. De jeunes spécialistes de l'atome français racontent la place qu'a prise l'événement dans leur parcours et leur quotidien.



Exercice dans un simulateur organisé par le ministère de la Défense, l'ASN et EDF pour la protection de la population dans l'hypothèse d'une catastrophe. Pierre Gleizes/Réa

ampleur que celui de Fukushima peut-il se produire dans une centrale nucléaire française ? » selon le baromètre 2020 de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN). Difficile, pourtant, de comparer les situations des deux pays, alerte Haki. « Ici, la sûreté nucléaire est inscrite dans la loi. Au Japon, on a laissé une entreprise privée faire ce qu'elle voulait, donc faire de l'argent. Tepco était conscient qu'un tsunami pouvait provoquer une panne d'électricité générale, mais il a privilégié les bénéfices avant tout », estime-t-il. Le docteur dit subir quelques remarques au quotidien, en raison de cette perception selon lui faussée du nucléaire. « Beaucoup pensent que cette énergie est responsable de nombreux morts, souvent en mélangeant ses utilisations civiles et militaires. »

« Un monde à + 4 °C me rend très anxieux »

Face à ce qu'ils jugent être des fantasmes associés à cette technologie clivante, les jeunes travailleurs de l'atome objectent leur rationalité scientifique. Sans tomber dans le mépris. « Moi-même, au lycée, je disais à tout le monde que je voulais bosser dans les énergies renouvelables. Comme beaucoup de personnes, le nucléaire m'apparaissait peu reluisant », admet Olivier Truffinet. Âgé de 22 ans, il s'apprête pourtant à se lancer dans une thèse en physique des réacteurs, au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), après quatre années à Polytechnique. Un choix qu'il justifie, entre autres, par ses engagements écologiques. « Beaucoup de choses inexactes circulent dans le débat public sur le nucléaire et son rôle dans le réchauffement climatique », regrette le futur polytechnicien, membre du collectif Pour un réveil écologique, à l'origine d'un manifeste signé par plus de 30 000 étudiants en 2018. Le nucléaire est, en effet,

l'une des sources de production d'électricité les plus propres au regard du climat. Sa place prépondérante dans le mix électrique français explique la faible empreinte carbone du secteur comparée à celle des pays voisins. « En Europe, on présente cette énergie comme appartenant au passé, alors que c'est un levier de la transition. Sur les risques associés, il y a beaucoup d'exagérations. Les conséquences d'un monde à + 4 °C sont, elles, bien concrètes et me rendent très anxieux », souffle le bientôt diplômé. Comme ses futurs collègues, il reconnaît la spécificité française d'avoir des institutions comme l'ASN, « qui trouve toujours un moyen de tester nos standards de sécurité ». Et l'étudiant de tenter de rassurer une dernière fois : « La préoccupation quotidienne des ingénieurs du nucléaire, c'est la sûreté. C'est leur alpha et leur oméga, leur quotidien. Leur cerveau, c'est un catalogue de mesures de sécurité. » ●

LUCAS MARTIN-BRODZICKI

(1) Les prénoms ont été modifiés à la demande des intervenants.

Lorsque les images de la catastrophe de Fukushima parviennent jusqu'en France, le 11 mars 2011, Haki (1) a 20 ans. Il est en classe préparatoire aux grandes écoles, les questions énergétiques commencent tout juste à piquer sa curiosité. « On m'a fait comprendre que s'orienter dans le nucléaire après ce qui venait de se passer au Japon, ce n'était pas une bonne idée », se souvient le jeune homme. L'Allemagne décide alors de fermer ses centrales, le débat s'intensifie en France. « Nos professeurs ne voulaient pas que l'on prenne ce risque d'étudier une énergie potentiellement vouée à disparaître. Avec du recul, j'ai l'impression que c'était surtout un événement très médiatisé », analyse celui qui travaille aujourd'hui pour Framatome, filiale d'EDF, en tant que docteur ingénieur en thermohydraulique. L'entreprise lui a proposé un contrat difficile à refuser. « Pour résumer, je modélise l'écoulement d'eau à l'intérieur de la cuve où a lieu la réaction nucléaire. » Au plus près de l'atome depuis un peu plus d'un an, le titulaire d'une thèse en aérospatiale ne regrette pas d'avoir atterri « par hasard » dans ce milieu.

Même constat pour Nicolas (1), 18 ans à l'époque. « Les conséquences de Fukushima, je m'en suis vraiment rendu

compte en arrivant chez EDF », confesse celui qui n'a que de vagues souvenirs de l'événement. Diplômé d'une école d'ingénieur lyonnaise, il démarre d'ailleurs son aventure professionnelle par la mise en place du projet CCL, pour centres de crise locaux, une mesure post-Fukushima demandée par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) à l'énergéticien français.

« Il y a vraiment eu un avant et un après »

« Ce sont des bâtiments dédiés à la gestion de crise, sorte de bunkers dans lesquels on peut prendre rapidement des décisions en cas de problèmes », détaille le jeune homme. « Il y a vraiment eu un avant et un après », assure-t-il. Un scénario de ce type en France lui semble d'autant plus improbable grâce à ce retour d'expérience. « Le risque nucléaire existera toujours. Mais notre pays a la chance d'avoir des institutions comme l'ASN. Elle fait un travail formidable et prouve son indépendance tous les jours. C'est d'ailleurs parfois compliqué dans mon travail au quotidien, les contrôles sont permanents, nos actions parfois contredites, mais c'est un mal pour un bien. » Malgré ces louanges, la perception du risque en France reste élevée. En 2019, 54 % des personnes interrogées répondaient « oui » à la question : « Un accident de la même

EN 2019, LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ FRANÇAISE A REPOSÉ À PLUS DE 70 % SUR L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE, SELON RÉSEAU DE TRANSPORT D'ÉLECTRICITÉ.